



**MONTUSSAN**

**COMPTE-RENDU  
DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL  
DU 19 SEPTEMBRE 2019**

---

L'an deux mille dix-neuf et le dix-neuf septembre à 19h30, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur DUPIC Frédéric, Maire.

Date de la convocation : 11 septembre 2019

**Etaient présents :**

Mesdames JEAN-THEODORE Corinne, CHANSARD Nathalie, LAURENT Maria Concepción, RIESCO Barbara, CHAZELLE Pascale, BOULDE Fleur ; MILLARD Catherine, BRIX Patricia, FRANCKE Nicole ;

Messieurs DUPIC Frédéric, SEURIN Alban, DUCONGER Jean-Loup, MARTIN Isidro, CHIRON Patrice, MARTIN José.

**Etaient absents :**

Mesdames FONTENEAU Sylvie, DUARTE Cristina ;

Messieurs RICHER Claude, LABROUQUERE Marc, BERNARD Jean-Luc, ARNATHAU Claude, PERRUC François, MARTY Jean-Luc ;

**Procurations :**

Monsieur LABROUQUERE Marc donne procuration à Monsieur DUPIC Frédéric.

Monsieur BERNARD Jean-Luc donne procuration à Madame CHAZELLE Pascale.

Monsieur ARNATHAU Claude donne procuration à Madame FRANCKE Nicole.

Suite à la démission de Madame Maryse ROBERT pour raisons familiales, Monsieur le Maire accueille Madame Patricia BRIX, nouvelle conseillère municipale.

Madame BOULDE Fleur a été nommée secrétaire de séance.

**1. Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 19 juin 2019**

Le compte-rendu de la séance du 19 juin 2019 est accepté et voté à l'unanimité des présents.

**2. Etat des décisions prises par Monsieur le Maire en application de l'article L2122-22 du C.G.C.T.**

Monsieur le Maire propose de ne pas donner lecture de l'état des décisions prises, ce qui est accepté par les membres du Conseil Municipal.

### 3. ACTUALISATION DES TARIFS DES TAXES DE CREMATION, D'INHUMATION ET DROIT D'USAGE SUR LA COLONE DU SOUVENIR

#### **DELIBERATION 2019-30 : ACTUALISATION DES TARIFS DES TAXES DE CREMATION, D'INHUMATION ET DROIT D'USAGE SUR LA COLONNE DU SOUVENIR**

Résultat du vote :

- Pour : 18
- Contre : 0
- Abstention : 0

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2223-22 et L. 2223-27,*

*Considérant que la commune est obligée de prendre en charge l'inhumation des personnes dépourvues de ressources suffisantes,*

*Considérant l'obligation faite à toutes les communes de plus de 2 000 habitants de posséder un columbarium et un espace de dispersion,*

*Considérant l'accroissement important et constant des demandes de dispersion,*

*Considérant que la taxe d'inhumation est une taxe de nature fiscale et que son montant ne peut être modulé en fonction des prestations fournies, du lieu du domicile ou de décès,*

Le Conseil Municipal, sur proposition de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, décide :  
**DE FIXER** les tarifs suivants à compter du **1<sup>er</sup> octobre 2019** :

	Tarifs à compter du 01.10.2019
<b>TAXE D'INHUMATION :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en terrain commun,</li> <li>- dans une concession particulière,</li> <li>- les dépôts des urnes cinéraires dans une sépulture ou une case de columbarium,</li> <li>- le scellement des urnes cinéraires sur un caveau,</li> <li>- la dispersion des cendres au Jardin du Souvenir.</li> </ul> <i>A l'exclusion de l'inhumation en caveau provisoire et de l'inhumation des personnes dépourvues de ressources suffisantes.</i>	20 €
<b>ESPACE DE GRAVURE SUR LES COLONNES DU SOUVENIR DU JARDIN DU SOUVENIR</b> ( <i>exclusivement pour les défunts dont les cendres ont été dispersées au Jardin du Souvenir - gravure à la charge des familles</i> ), selon les modalités suivantes : <u>Formalisme de l'inscription :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1<sup>ère</sup> ligne : « NOM » et « Prénom » du défunt</li> <li>- 2<sup>ème</sup> ligne : « Année de naissance » - « Année de décès »</li> </ul> <u>Dimension de l'espace de gravure :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Longueur : 93 mm</li> <li>- Largeur : 40 mm</li> </ul> <u>Police d'écriture : lettre ANTIQUE</u>	20 €
<b>TAXE DE CREMATION</b>	60 €
<b>DE DONNER</b> tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour signer toutes les pièces administratives et comptables relatives à cette décision.	

#### 4. DETERMINATION DES TARIFS POUR LES ENFANTS DES AGENTS EN MATIERE DE RESTAURATION, DE PERISCOLAIRE ET D'EXTRASCOLAIRE

##### **DELIBERATION 2019-31 : DETERMINATION DES TARIFS POUR LES ENFANTS DES AGENTS EN MATIERE DE RESTAURATION, DE PERISCOLAIRE ET D'EXTRASCOLAIRE**

Résultat du vote :

- Pour : 18
- Contre : 0
- Abstention : 0

Monsieur le Maire rappelle que le Conseil Municipal a pris une délibération en date du 19 juin 2019. Cette dernière fixe les tarifs liés aux prestations réalisées par la Commune à savoir : restauration scolaire, P.R.J., accueils et sorties, vacances, séjours et week-end organisés par le Service Animation. Cette délibération fixe également des tarifs pour les enfants domiciliés hors commune. Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal que les enfants des agents communaux puissent bénéficier des tarifs applicables aux montussanais.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **décide** :

**D'APPLIQUER** à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2019 et pour l'année scolaire 2019-2020 aux enfants d'agent communaux non domiciliés sur la commune de MONTUSSAN, les mêmes tarifs que ceux appliqués aux enfants montussannais tels qu'ils ont été fixés par délibération numérotée 2019-27 en date du 19 juin 2019.

**DE DONNER** tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour signer toutes pièces relatives à cette décision.

#### 5. CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE POLE TERRITORIAL CŒUR ENTRE-DEUX-MERS POUR LA MISE EN PLACE D'UN OBSERVATOIRE DU FONCIER AGRICOLE : AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Maire laisse la parole à Monsieur José MARTIN qui rappelle la mission du Pôle Territorial Cœur Entre-Deux-Mers concernant la mise en place d'un observatoire foncier agricole.

##### **DELIBERATION 2019-32 : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE POLE TERRITORIAL CŒUR ENTRE-DEUX-MERS POUR LA MISE EN PLACE D'UN OBSERVATOIRE DU FONCIER AGRICOLE : AUTORISATION DE SIGNATURE**

Résultat du vote :

- Pour : 18
- Contre : 0
- Abstention : 0

*Vu la délibération prise par le comité syndical du Pôle Territorial Cœur Entre-deux-Mers le 23 Mai 2019, pour candidater à l'appel à projet national « Programme National pour l'Alimentation » du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation via la DRAAF Nouvelle-Aquitaine et ainsi labelliser le Projet Alimentaire Territorial (PAT) ;*

*Vu la délibération prise par le comité syndical du Pôle Territorial Cœur Entre-deux-Mers le 31 Janvier 2019, pour valider le plan d'actions foncier agricole dans le cadre de la mise en œuvre du PAT ;*

*Le Pôle Territorial Cœur Entre-deux-Mers met en place un observatoire du foncier agricole pour « protéger et dynamiser le foncier agricole local afin d'augmenter la capacité alimentaire », avec 5 communes pilotes – une par communauté de communes – pour l'année 2019-2020.*

*Vu le projet de « convention de partenariat pour la mise en place d'un observatoire du foncier agricole » annexé à la délibération,*

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil Municipal de signer la convention susvisée.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **DECIDE** :

**DE VALIDER** la « convention de partenariat pour la mise en place d'un observatoire du foncier agricole » avec le Pôle Territorial Cœur-Entre-deux-Mers, à titre gracieux.

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention et tout autre document relatif à cette convention.

## **6. CONVENTION D'AMENAGEMENT ET DE SIGNALISATION DE L'AIRE DE CO-VOITURAGE : JEAN COLOMBO**

### **DELIBERATION 2019-33 : CONVENTION D'AMENAGEMENT ET DE SIGNALISATION DE L'AIRE DE CO-VOITURAGE JEAN COLOMBO : AUTORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur le Maire rappelle que le Département de la Gironde a décidé, par délibération en date du 19 décembre 2011, de soutenir les solutions alternatives ou complémentaires aux modes classiques de transports non urbains de personnes. Dans ce cadre et par délibération en date du 29 juin 2017 il a adopté un plan de relance « covoiturage Acte II » définissant un programme d'actions ambitieux ainsi que les principes d'intervention pour l'aménagement des aires de covoiturage.

Résultat du vote :

- Pour : 18
- Contre : 0
- Abstention : 0

Dans ce cadre, une aire de covoiturage a donc été créée par le Département de la Gironde le long de la RD115<sup>e</sup>, à l'angle de l'avenue de Verdun et de la route de la Loubère. Cette aire est dénommée « Aire de covoiturage Jean Colombo ».

La commune de MONTUSSAN souhaite donc reconnaître et organiser ce stationnement inhérent à la pratique du covoiturage sur cette aire située sur une parcelle du Département de la Gironde, via une convention.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil Municipal de signer la convention, telle qu'annexée à la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **DECIDE** :

**DE VALIDER** la « convention d'aménagement et de signalisation d'une aire de covoiturage » avec le Département de la Gironde ;

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire, à signer la convention et tout autre document relatif à cette convention.

## **7. CONVENTION ENTRE LA COMMUNE DE MONTUSSAN ET L'ASSOCIATION TENNIS CLUB DE MONTUSSAN RELATIVE A L'OFFRE DE CONCOURS POUR LA REALISATION DES TRAVAUX DE COUVERTURE DE DEUX TERRAINS DE TENNIS A MONTUSSAN**

Monsieur le Maire laisse la parole à Madame Corinne JEAN-THEODORE, Adjointe à la Jeunesse, qui rappelle que la commune met à disposition du Tennis Club de Montussan des locaux et des courts de tennis. Il a été décidé la couverture de deux courts de tennis, travaux subventionnés par la Fédération Française de Tennis, via le Tennis Club de Montussan qui reversera la subvention à la commune.

**DELIBERATION 2019-34 : CONVENTION ENTRE LA COMMUNE DE MONTUSSAN ET L'ASSOCIATION TENNIS CLUB DE MONTUSSAN RELATIVE A L'OFFRE DE CONCOURS POUR LA REALISATION DES TRAVAUX DE COUVERTURE DE DEUX TERRAINS DE TENNIS A MONTUSSAN**

Résultat du vote :

- Pour : 18
- Contre : 0
- Abstention : 0

*Monsieur le Maire rappelle que dans le cadre du soutien apporté aux associations, la Commune met à disposition du Tennis Club de Montussan les courts de tennis et locaux situés allée de la Rafette à MONTUSSAN.*

*Cependant, ces installations nécessitent des travaux pour que l'activité puisse se développer toute l'année et ce par la couverture de deux courts de tennis. Ce type de travaux est subventionné par la Fédération Française de Tennis, via l'Association de tennis du territoire. Aussi, le Tennis Club de Montussan propose de participer financièrement à ces travaux dans la mesure où elle percevra une subvention de la Fédération de Tennis pour ces derniers.*

*En conséquence, il convient de conclure une convention définissant le montant et les conditions de mise en œuvre de ce concours financier apporté par l'Association, dont le projet est annexé à la présente délibération.*

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil Municipal de signer la convention susvisée.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **DECIDE** :

**DE VALIDER** la convention entre la commune de Montussan et l'association Tennis Club de Montussan relative à l'offre de concours pour la réalisation des travaux de couverture de deux terrains de tennis ;

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire, à signer la convention et à signer tout document relatif à cette convention.

**8. CREATION D'UN EMPLOI DE TECHNICIEN TERRITORIAL A TEMPS COMPLET AU TABLEAU DES EFFECTIFS**

**DELIBERATION 2019-35 : CREATION D'UN EMPLOI DE TECHNICIEN TERRITORIAL A TEMPS COMPLET AU TABLEAU DES EFFECTIFS**

Résultat du vote :

- Pour : 18
- Contre : 0
- Abstention : 0

*Vu le code général des collectivités territoriales,*

*Vu la loi 83-624 portant droits et obligations des fonctionnaires,*

*Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*

*Vu la loi 2007-209 relative à la fonction publique territoriale,*

*Vu le décret n°2010 - 1357 du 9 novembre 2010 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux,*

*Vu le décret n° 2010 - 329 du 22 mars 2010 modifié portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale,*

*Vu le Décret n° 2010 - 330 du 22 mars 2010 modifié fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux membres des cadres d'emplois régis par le décret n° 2010 - 329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale,*

*Vu le tableau des effectifs de la collectivité,*

**CONSIDERANT** que la réorganisation de certains services implique le recrutement d'un agent de maîtrise territorial,

*CONSIDERANT la liste d'aptitude du centre de gestion de la Gironde des candidats promouvables par voie de promotion interne pour l'année 2019 dans le cadre d'emplois des techniciens territoriaux,*  
*CONSIDERANT que le grade à créer est en adéquation avec les fonctions assurées par l'agent concerné,*

Le Conseil Municipal, sur proposition du Maire et après en avoir délibéré, **DECIDE** :  
**DE CREER** à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2019 un poste de technicien territorial, catégorie B, à temps complet au tableau des effectifs de la collectivité ;  
**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer toute pièce relative à la présente décision ;  
**DE DIRE** que les crédits nécessaires ont été prévus au budget 2019.

## **9. AUTORISATION DE RECRUTEMENT D'UN AGENT EN CAP PETITE ENFANCE**

### **DELIBERATION 2019-36 : AUTORISATION DE RECRUTEMENT D'UN AGENT EN CAP PETITE ENFANCE**

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que l'agent en contrat d'apprentissage au sein de l'école maternelle a terminé son CAP à la fin de l'année scolaire. Monsieur le Maire indique qu'il convient de délibérer pour l'autoriser à signer un nouveau contrat d'apprentissage avec les caractéristiques suivantes : CAP petite enfance à l'école Maternelle sur une durée d'un an, le Maître de stage étant Madame Agnès LABADIE, employée en qualité d'adjoint technique faisant fonction d'ATSEM.

Résultat du vote :  
• Pour : 18  
• Contre : 0  
• Abstention : 0

En conséquence, le Conseil Municipal après avoir délibéré, décide :  
**D'AUTORISER** la signature d'un nouveau contrat d'apprentissage dans les conditions susvisées;  
**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces relatives à cette décision.  
**DE DIRE** que les crédits relatifs à ce contrat sont inscrits au budget de l'année 2019.

## **10. AUTORISATION DE RECRUTEMENT D'UN AGENT EN BREVET PROFESSIONNEL PAR ALTERNANCE**

### **DELIBERATION 2019-37 : AUTORISATION DE RECRUTEMENT D'UN AGENT EN BREVET PROFESSIONNEL PAR ALTERNANCE**

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de l'autoriser à recruter un agent en brevet professionnel par alternance pour une durée d'un an sur l'année scolaire 2019-2020, le Maître de stage étant Monsieur Frédéric LAURIO, adjoint technique territorial.

Résultat du vote :  
• Pour : 18  
• Contre : 0  
• Abstention : 0

Le Conseil Municipal après avoir délibéré, décide :  
**D'AUTORISER** la signature d'un contrat d'apprentissage pour un brevet professionnel dans les conditions susvisées ;  
**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces relatives à cette décision.  
**DE DIRE** que les crédits relatifs à ce contrat sont inscrits au budget de l'année 2019.

## 11. MOTION DE SOUTIEN A LA TRESORERIE DE CENON

### **DELIBERATION 2019-38 : MOTION DE SOUTIEN A LA TRESORERIE DE CENON**

Monsieur le Maire rappelle la qualité du travail effectué au quotidien avec les services financiers de l'Etat pour la bonne gestion des finances communales. Aussi, l'inquiétude est forte quant à l'impact du plan de réorganisation sur le service rendu tant aux administrés qu'aux collectivités locales. Pour mémoire, ce plan consisterait d'ici 2022 à fermer plusieurs centres de finances publiques.

Résultat du vote :

- Pour : 18
- Contre : 0
- Abstention : 0

Pour notre commune, la réforme annoncée se traduirait par la fermeture de la Trésorerie de Cenon. Elle serait alors rattachée à un service de gestion comptable pour toutes les opérations quotidiennes (titres, mandats, comptes de gestion...). A cette perte de proximité serait associée une diminution de la qualité et de la fréquence des échanges avec la baisse annoncée des effectifs. Des points de contact seraient dédiés aux collectivités, dans lesquels un agent répondrait aux interrogations et accompagnerait les projets. Il devrait être amené à intervenir sur un large périmètre.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

**DEMANDE** à l'Etat la garantie d'un service public de qualité, la mise en place d'un moratoire concernant cette réforme, d'une concertation véritable et aboutie qui garantisse l'écoute du terrain et la prise en charge financière des services basés dans les collectivités locales ;

**DEMANDE**, dans l'immédiat, le maintien de la Trésorerie de Cenon et son renforcement pour qu'elle puisse exercer ses missions dans de bonnes conditions.

## 12. QUESTIONS DIVERSES

Sans objet

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18h40.

A Montussan, le 7 octobre 2019.

Le Maire, Frédéric DUPIC

